

Édito

De la rue aux urnes Battre la droite et ses extrêmes

Suite à l'annonce de la dissolution, l'ANC et le RC, en cours de fusion, ont fait chacune une déclaration qui sont largement convergentes.
Les voici ci-dessous.



De la rue aux urnes :

tout dépend de nous !

Les médias qui ont outrageusement avantagé le RN dans la campagne électorale, font aujourd'hui mine d'être surpris du résultat des élections européennes. Pourtant il était facile de prévoir la situation dans laquelle on est et dont on peut tirer au moins 3 éléments à chaud :

Quasiment 50% de refus de vote donc de gens qui ne croient plus à l'offre politique, extrême droite en tête (bien qu'en recul en voix sur la présidentielle), un gouvernement totalement désavoué.

40 ans d'alternance gauche, droite qui n'ont pas changé le fait que le quotidien des gens n'a cessé d'empirer, ont conduit à un vote de colère et de désespoir en donnant la pire des réponses à de bonnes questions.

D'autant que la politique menée par le gouvernement Macron n'a, sur bien des points rien à envier à l'extrême droite :

- répression des gilets jaunes,
- anti-réforme des retraites,
- absolution des violences policières,
- loi séparatisme, stigmatisation des gens d'origine étrangère et des musulmans,
- soutien inconditionnel d'Israël,
- augmentation sans précédent du budget de la guerre,

-répressions en Kanaky...

Et c'est ce qui explique que Macron n'hésite pas à ouvrir les portes du pouvoir au camp de la régression, du racisme et de la répression tout azimut.



Les 30 juin et 7 juillet nous aurons donc deux adversaires, l'extrême droite et la Macronie qui se complètent et s'épaulent pour mener la même politique guerrière et antisociale. Face à eux une nouvelle version de l'union de la gauche, sous le nom de front populaire se constitue : elle n'a pas droit à l'erreur ! Elle soulève enthousiasme mais aussi scepticisme de la part de celles et

ceux qui ont connu la déception des engagements non tenus. D'autant que ceux qui s'unissent affichaient hier encore des désaccords profonds sur les questions de la paix et du progrès social.

L'urgence d'aujourd'hui n'est pas de ressasser le passé mais de barrer la route au RN et à Macron en étant lucides sur ce que doit être notre rôle. Nous devons nous emparer de la politique pour qu'elle soit au service de la paix et du social en commençant par celles et ceux qui souffrent le plus de 40 ans de capitalisme de plus en plus brutal. Il faudra bien sûr voter les 30 juin et 7 juillet mais d'ici là et après se mobiliser dans les entreprises, les quartiers et les écoles pour que nos exigences soient entendues. Rappelons-nous que le front populaire en 1936 n'avait pas dans son programme les congés payés et ce qui a été obtenu mais c'est la grève et les occupations qui les ont gagnés, par des citoyens organisés à la base en syndicats, comités...

Alors ensemble par les urnes et par la rue :

- **Barrons la route au RN et à Macron**
- **Refusons l'escalade guerrière en Ukraine, à Gaza et exigeons la sortie immédiate de l'OTAN**
- **Exigeons l'abrogation de la réforme d'assurance chômage et de celle des retraites,**
- **L'abrogation des lois liberticides, les mesures de progrès social dont nous avons besoin,**
- **Le renforcement des services publics et de la sécurité sociale,**
- **La remise en cause des 413 milliards de la loi de programmation militaire.**



Face à la menace fasciste, pas une voix ne doit manquer au Nouveau Front Populaire

Depuis plus de 40 ans, nous assistons à une double démarche de la classe médiatico-politique au service de la bourgeoisie. D'une part, celle qui consiste à polir l'image du Front national, puis du Rassemblement national pour les faire apparaître non plus comme fascistes, mais comme de droite radicale, populistes ou encore souverainistes, c'est-à-dire comme des partis « normaux » de la classe politique d'un État bourgeois. D'autre part celle qui consiste à reprendre, lentement mais sûrement, les thématiques xénophobes de l'extrême-droite.

Parallèlement, l'alternance « droite/gauche » n'aura servi qu'à démanteler tous les conquits sociaux et démocratiques de la lutte du prolétariat de 1936, 1945, 1968, démantèlement que la construction de la prison des peuples qu'est l'Union européenne ne fait qu'accélérer. L'implosion du bipartisme remplacé par la macronie rassemblant les libéraux de droite et de gauche, de plus en plus confrontée aux résistances populaires et syndicales, est de moins en moins en capacité à poursuivre la destruction des conquêtes sociales et démocratiques.

Dans le contexte de crise générale du capitalisme, l'impérialisme français pourrissant est aussi en crise, en recul en Afrique face au soulèvement des peuples. Les néo-colonies de la Françafrique – Burkina Faso, Mali, Niger, le Sénégal aujourd'hui – avancent vers l'indépendance nationale réelle.

L'extrême-droite française a grandi dans l'imaginaire colonial et se perpétue dans la défense de l'impérialisme français. Face au recul de la France impérialiste, la bourgeoisie prépare la contre-attaque et les guerres pour tenter de reprendre les territoires qui lui échappent. Si Macron est apparu un temps comme celui qui pourrait à la fois assurer la destruction méthodique des acquis sociaux et des droits démocratiques, il semble bien que la grande bourgeoisie s'apprête à nous faire passer un cap dans la fascisation, que Macron ne suffit plus pour assurer la défense de leurs intérêts et qu'il faut passer à la vitesse supérieure.

Face à la fascisation de l'Etat français, il est à noter que la ligne de la France Insoumise (FI) est celle qui a le plus résisté, notamment sur la défense sans ambiguïté de la Palestine. C'est bien cette ligne qui a mobilisé les quartiers et les villes populaires et qui a permis à la liste FI de progresser dans ces élections européennes. Le progrès de la FI dans les classes populaires est aussi dû à l'engagement des populations issues de l'immigration coloniale et post-coloniale : la « nouvelle France » multiculturelle et multi-ethnique se politise dans le cadre de la lutte anti-impérialiste, anticoloniale et anti-libérale.

La dissolution de l'Assemblée contre les intérêts du prolétariat

La dissolution de l'Assemblée nationale par Macron dimanche dernier est une attaque frontale contre le prolétariat. En effet, cette tactique lui permet d'ouvrir un boulevard au fascisme après les élections européennes où

Bardella est ressorti en tête avec 31% des suffrages exprimés.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! La tactique du fascisant Macron est double : il ne s'agit pas simplement de provoquer un « duel » RN / Renaissance où le parti présidentiel apparaîtrait comme un « rempart » contre le fascisme... Qu'il perde ou qu'il gagne, sur ces législatives anticipées, Macron est gagnant, car son parti n'est pas « Renaissance », son parti c'est la bourgeoisie, ce sont les milieux d'affaire ! Pour assurer sa politique libérale au service du grand capital, il a opté pour la fascisation du pays, pour la broyeuse sociale, liberticide et guerrière. La crise générale du capitalisme amène le fascisme aux portes du pouvoir.



Au moment où le RN paraît écraser les autres partis, le choix du délai le plus court pour l'organisation des élections législatives vise à empêcher une vraie campagne ; Macron comptait aussi sur le fait que la « gauche » aurait été incapable de s'unir pour présenter en si peu de temps un front uni.

Appel au Nouveau Front Populaire

La classe ouvrière et le prolétariat dans son ensemble ont subi Macron et sa clique pendant 7 ans. Le résultat d'un peu plus de 14% (soit 7% réels) de la liste Renaissance est le symptôme du rejet de la politique libérale et liberticide de Macron et de ses gouvernements.

Le RN a voté entre 30 et 40% des lois de Macron. Il développera le même libéralisme, mais dans le cadre d'une violence exacerbée contre les travailleurs, les syndicalistes et les immigrés.

Le fascisme, c'est la violence extrême de la bourgeoisie contre le prolétariat et les immigrés. Si la lutte du prolétariat se verra encore plus criminalisée et réprimée par les fascistes, la population immigrés avec ou sans papier sera la cible de toutes les brimades, de toutes les humiliations.

En France, il a déjà le pied dans la porte, mais il est toujours temps de la lui claquer au nez !

Dans ce contexte de faiblesse des mouvements politiques de gauche, la nécessité d'un front anti-fasciste émerge pour barrer la route du pouvoir aux fascistes. Le « Nouveau Front populaire » ne représente pas le front populaire idéalisé de 36, du fait bien sûr de la brutalité de la stratégie du choc de Macron, lui interdisant le temps nécessaire au débat et à la construction, mais, aussi du fait de l'absence d'un véritable parti communiste comme le fut le PC d'antan pour le soutenir organisationnellement et idéologiquement.

« Quand les blés sont sous la grêle / Fou qui fait le délicat / » Louis Aragon

En dépit de certaines faiblesses de son programme, notamment sur les questions internationales où il y a encore trop la tendance à s'aligner sur la doxa dominante

pro-américaine, ce « Nouveau Front populaire » n'en reste pas moins le seul moyen d'empêcher temporairement et transitoirement l'accession au pouvoir du RN et de casser la dynamique des partis de droite et ceux de la macronie qui organisent la fascisation de la France.

L'heure n'est pas aux tergiversations, il n'est plus question que d'un seul temps : celui de l'unité pour un rebond anti-fasciste, démocratique et progressiste. L'heure est à garder un cadre le plus démocratique le plus longtemps possible pour pouvoir nous organiser et pouvoir construire un projet social progressiste.

Qu'il y ait des sociaux-démocrates capables de trahir immédiatement le front après l'élection, est une possibilité, contre laquelle seule la mobilisation populaire permanente permettra de nous prémunir.

Par contre, le fait que les fascistes rognent ce qu'il nous reste de droits démocratiques et de droits sociaux est une certitude. Il faut freiner par tous les moyens l'accession au pouvoir des fascistes RN et de leurs alliés.

Repousser le fascisme, même momentanément, est une nécessité. Ce combat est multiforme, sur les lieux de travail, dans la rue, mais aussi dans les urnes.

C'est pourquoi le Rassemblement Communiste appelle à voter pour les listes « Nouveau Front populaire », à rejoindre les manifestations populaires anti-fascistes, à mener campagne partout et à chaque instant ! Ils ne passeront pas !

« Dans une société fondée sur le pouvoir de l'argent, tandis que quelques poignées de riches ne savent être que des parasites, il ne peut y avoir de "liberté", réelle et véritable. »

Lénine

Quelques éléments sur la tactique à portée stratégique dans le camp souverainiste au Sénégal

Notre camp souverainiste a gagné l'étape de la prise du pouvoir par les urnes suite à une résistance et une lutte contre l'État hors la loi qui ont exigé de la détermination, de l'ingéniosité et de l'inventivité adaptative au rapport évolutif des forces, et qui a subi des martyrs, des handicapés, des blessés, des prisonniers politiques.



Le camp souverainiste se compose et se divise en trois tendances politiques représentant des classes sociales aux intérêts de classes spécifiques :

- Tendance libérale mondialiste représentant la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationale. Bénéficiaires des renégociations des « accords de coopération » soixantennaires et des contrats léonins sur les richesses minières, elles considèrent le secteur privé et l'industrialisation comme les principaux, voire les seuls pourvoyeurs d'emplois.

- Tendance conservatrice libérale mondialiste représentant la petite bourgeoisie et la bourgeoisie et/ou les propriétaires terriens féodaux qui partagent le même économisme mondialiste, mais y associent une opposition aux diktats sociétaux (féminisme colonial

assimilationniste sur l'égalité homme/femme, la parité, la polygamie, l'homosexualité, etc) des impérialistes ;

- Tendance révolutionnaire de gauche et/ou communiste représentant les classes laborieuses, principalement ouvrière œuvrant à ce que ces classes populaires, qui sont les forces sociales réelles et la base des luttes souverainistes, ne soient pas que des forces d'appui et d'appoint, mais soient participatives.

Le vote du 24 mars 24 a une portée d'étape dans la marche historique du peuple vers l'obtention de la souveraineté nationale.

Mais l'État dont a hérité le nouveau pouvoir souverainiste est néocolonial et fortement intégré dans la mondialisation libérale hégémonique de l'Occident impérialiste US/UE/OTAN.

Comment accompagner le nouveau pouvoir pour briser l'État hors la loi et réformer l'État néocolonial dans la direction de l'État souverain ?

Nous devons lutter pour obtenir une égale dignité d'expression sur la base de « l'unité, critique, unité » au sein du camp souverainiste. Dans ce cadre, il faut œuvrer à l'expression des besoins des masses laborieuses pour mettre en évidence la mal-gouvernance néocoloniale des gouvernants passés, à la tête de l'État hors la loi qui a été chassé par les urnes. Ainsi, nous devons favoriser, y compris par des propositions, la

résolution progressive des revendications populaires.

Ce travail militant et législatif permet de maintenir la liaison du camp souverainiste avec les masses, liaison indispensable pour lutter à la fois contre des impatiences qui peuvent être manipulées par le néocolonialisme et pour les conscientiser sur la nécessité qu'elles soient actrices du changement en cours ;

Ce travail doit aussi favoriser, tout en préservant le « nous sommes ensemble » des trois courants souverainistes, la réémergence progressive d'une avant-garde ouvrière et populaire qui sera l'expression politique de « notre différence » dans l'unité de notre camp souverainiste.

Concrètement la pratique de « l'unité, critique, unité » doit centrer son objectif actuel sur l'organisation du 1^{er} congrès de fusion de Pastef/Les Patriotes pour préparer les législatives prochaines. Cela devra permettre de remettre au centre du processus démocratique le parti-front avant les législatives et de réduire à terme le présidentialisme dominant, y compris dans notre camp souverainiste ;

Le congrès avant les législatives est important pour éviter « l'Etat-parti ». En effet, sans être le « parti-Etat », c'est le parti qui doit être le lieu pour décider si on y va seul ou en coalition. Sur la base de la démocratie interne, ce parti pourra désigner les candidats départementaux et la liste nationale qui doit refléter proportionnellement les trois tendances et les partis fusionnants. Au vu de la réalité évolutive aujourd'hui, il est raisonnable de compter 10 % de députés révolutionnaires au sein du camp souverainiste.

Dans cette étape de consolidation de la victoire présidentielle, cette nouvelle expérience militante et législative, inédite au Sénégal, qui consiste à être à la fois dans le camp souverainiste et à porter les revendications populaires, a pour tâche de consolider la victoire dans l'État, de contribuer à l'assainir, et à contrôler l'action

gouvernementale. Cela exige qu'il faut expliquer, expliquer, et encore expliquer, pour convaincre les militants et les populations, les victimes d'hier, dont nous portons les revendications et dont on organise les luttes, qu'il faut à la fois avoir de la patience, et être conscient de leur rôle d'intervention autonome responsable dans la vie publique ;

En plus, et au-delà des audits et exhumations des rapports des corps de contrôle de l'État (OFNAC, Cour des Comptes, IGE, IGF, etc) en cours, nous devons expliquer que ce n'est pas contre mais pour consolider la victoire présidentielle, que nous devons développer l'action militante et législative, en s'appuyant sur les masses, pour assainir l'appareil d'Etat au-delà de sa structure, de son essence néocoloniale.

Il est clair que les forces défaites par notre victoire ne vont pas rester les bras croisés. Par exemple, des contradictions et des tensions vont apparaître à terme dans les « renégociations des contrats », entre l'orientation souverainiste portée par notre nouveau pouvoir, et les 600 entreprises impérialistes françaises qui contrôlent notre économie et les pouvoirs néocoloniaux de l'UEMOA/CEDEAO.



Nous devons par cette liaison avec les masses (notamment à travers les structures de base, les mouvements jeunes, femmes, etc de Pastef/Les Patriotes, nos députés mais aussi les OSC, syndicats où sont engagés nos militants dans le respect de

leurs instances démocratiques de décision) être en capacité de réitérer, si besoin, l'exploit du peuple du Niger, lequel pendant plus de 6 mois à encerclé les bases militaires et l'ambassade françaises à Niamey, mobilisant plus d'un million de Nigériens à tour de rôle. Cette action citoyenne a démontré que c'est le peuple qui exige leur départ au-delà mêmes des nouvelles autorités d'État de la Transition, et qui a forcé les USA à accepter de déplacer leurs bases de drones au Rwanda.

Toutes les tendances de notre camp souverainiste doivent se convaincre que **sans le peuple, sans son implication, sa participation, sa mobilisation, nous ne pourrions atteindre l'objectif de véritablement rendre à notre pays toute sa**

souveraineté. Tout se fera avec et non pas sans le peuple. **La tâche est donc de rendre permanente la liaison avec les classes laborieuses, avec le peuple** tout en s'érigeant en force de propositions vis-à-vis de notre pouvoir souverainiste.

Tels sont les axes principaux du travail d'étape. Ils doivent être gérés à la fois avec fermeté et souplesse, au-delà des incompréhensions suscitées par-ci par-là, en raison de l'originalité de notre action de soutien critique, et, parfois, des adversités à traiter dans le cadre des contradictions secondaires, voire actuellement non antagonistes, dans notre camp souverainiste.

Diagne Fodé Roland

SOCIAL



Casse de l'Assurance chômage ou comment prendre à revers les travailleurs

Le 27 mars, le gouvernement a annoncé une nouvelle réforme de l'Assurance chômage pour le 1^{er} juillet 2024. Passant par-dessus les organisations syndicales, il édictera donc, par décret, sa troisième réforme en cinq ans. Malgré la dissolution de l'Assemblée nationale, rien n'y fera : le décret sera promulgué. Les mesures envisagées ? Un nouveau durcissement des conditions d'ouverture de droits, une réduction de la durée d'indemnisation et un décalage à 57 ans des mesures dérogatoires pour les travailleurs seniors.

Le bilan des réformes précédentes est sans appel : aujourd'hui, seuls un tiers des plus de 6M de travailleurs inscrits à France Travail sont encore indemnisés au titre de l'assurance chômage, pour un montant médian de 900€ par mois, tandis le nombre de refus d'indemnisation et de radiation a explosé. Avec l'introduction du « RSA contre activité », qui sera généralisée à tout le territoire en 2025, on officialise même, dans

notre pays, l'existence d'une nouvelle catégorie de travailleurs : ceux dont le travail ne mérite même plus d'être payé (même faiblement).

Mais pourquoi un tel acharnement, dans un pays qui compte 4M de chômeurs et 3,7M de travailleurs précaires ?

Pour le gouvernement, il s'agit, d'une part, de réduire la dette publique et, de l'autre, de résorber les « tensions sur le marché du travail ». Les chômeurs ont bon dos : non contents d'être pauvres, ils sont aussi les principaux responsables des « dysfonctionnements actuels » de notre économie, mise à mal par la crise économique en cours. Un peu plus et on ferait d'eux les fossoyeurs de nos services publics et les principaux coupables de la disparition de notre parc industriel !

Il faut le reconnaître, le gouvernement ne manque pas d'audace ou de sens de

l'humour (au choix). Car il en faut une bonne dose pour accuser les chômeurs et les précaires de leur situation dans un pays :

1. **Où l'emploi dans le secteur public a été massivement précarisé, supprimé et privatisé par 30 ans de politiques néolibérales,**
2. **Où l'outil industriel a été progressivement démantelé et délocalisé, provoquant la disparition de 2M d'emplois industriels et quatre fois plus d'emplois induits,**
3. **Où les protections du travail ont été peu à peu détricotées et la flexibilité (la précarité) de la main d'œuvre présentée comme la solution à tous nos maux.**

Alors quel est leur objectif ? Sécuriser leurs profits, bien sûr.

Car dans un contexte de crise économique et géopolitique mondiale, où l'hégémonie des pays du Nord, USA en tête, est de plus en plus remise en question par les puissances émergentes, délocaliser toutes les activités qui peuvent l'être ne suffit plus : il faut impérativement baisser le « coût » de la force de travail dans le cœur même des pays impérialistes.

Pour ce faire, quoi de plus facile alors que d'attaquer la classe des travailleurs dans sa composante la plus fragile ? Celle qui ne peut pas faire grève et bloquer la production, faute d'être en emploi, ou de peur de voir son contrat non renouvelé ? Cette « armée industrielle de réserve » qui, prise à la gorge par la faiblesse des indemnités et par la menace perpétuelle d'un service public de l'emploi de plus en plus répressif, n'a d'autres choix que d'accepter les missions d'intérim d'une journée, les contrats d'insertion, d'apprentissage, de professionnalisation, les services civiques, et, aujourd'hui, le « RSA contre activité » qu'on leur propose ? Ces quelques 8 millions de travailleurs qui, de manière relativement invisible parce que progressive, phagocytent

bien malgré eux le « marché du travail » classique, dans lequel se débattent les travailleurs encore relativement protégés par un droit du travail en voie de démantèlement ?

Nous n'inventons pas la poudre. Tout cela avait été analysé et compris dès le 19^e siècle. Pourtant, au vu de la porosité d'un grand nombre de travailleurs de notre classe au discours politico-médiatique du chômeur-fraudeur, il semblerait que nous l'avons oublié. Certains dirigeants d'organisations historiques de la classe ouvrière vont même jusqu'à soutenir implicitement cette rhétorique en défendant « la France qui travaille contre la France des alloc' ».

Faut-il leur rappeler que le chômage et la précarité sont des situations contraintes pour l'immense majorité de ceux qui les subissent ? Que le chômage est à la fois le résultat d'un mode de production (le capitalisme) et son instrument principal pour augmenter les profits de ceux qui en bénéficient (qui est leur seul et unique objectif en ce bas monde) ?



Nous aussi nous insurgeons contre cette situation absurde qui voit une partie des travailleurs mourir de trop travailler (pour des salaires insuffisants) et une autre partie mourir de ne pas pouvoir le faire. Pourtant, nous refusons fermement cette rhétorique qui nie la réalité de la situation subie par les chômeurs et les travailleurs précaires et l'implication qu'elle a sur l'ensemble de notre classe.

Au contraire, nous pensons qu'il est urgent d'œuvrer à la défense de notre système

d'assurance chômage, tout en ayant bien en tête que cela ne suffira pas et que c'est au chômage de masse et ses véritables causes qu'il faut s'attaquer. Ce que nous exigeons, c'est un partage et une réduction drastique du temps de travail sans perte de salaire, des embauches massives dans les services publics et la reconstitution d'un véritable parc industriel sous contrôle des travailleurs eux-mêmes. Pour ce faire, nous devons repenser en profondeur notre système

productif pour le mettre au service des besoins matériels et sociaux des populations et non le soumettre à la soif de profit d'une ultra-minorité, dont notre gouvernement n'est que le gestionnaire. Et cela ne peut passer que par la rupture avec le mode de production capitaliste et l'organisation du socialisme.

VB/CGT/ANC

Écho des luttes/Colonialisme

Le peuple kanak a droit à son autodétermination

Depuis quelques jours, suite au dégel du corps électoral voté par l'assemblée nationale, la Kanaky s'est embrasée. Ce n'est pas l'augmentation du nombre de forces de police présentes sur le territoire, ni l'instauration d'un couvre-feu sur l'archipel qui apaisera une situation rendue inévitable par le refus de la France de respecter le droit international selon lequel la Kanaky est un territoire à décoloniser. En effet, la situation en Kanaky ne pourra être résolue que par la mise en place d'un vrai processus de décolonisation, que les accords de Nouméa signés en 1998 prévoyaient. Or, le pouvoir macroniste cherche à freiner à tout prix ce processus et montre qu'il cherche à recoloniser la Kanaky.



Ainsi, depuis une trentaine d'année, les gouvernements successifs organisent un apport massif de population extérieure, afin de modifier l'équilibre démographique en défaveur du peuple Kanak, désormais minoritaire sur son propre territoire. Le projet de réforme électorale et d'ouverture du droit de vote aux nouveaux arrivants que cherche à imposer la France avec ce projet de réforme électorale contre l'avis des autorités locales n'a pas d'autre ambition.

La pauvreté et le chômage des quartiers kanaks, directement impactés par la crise actuelle du nickel, dont le prix s'est effondré, ont entraîné des émeutes urbaines, comme en a connu la France métropolitaine. Les gendarmes ne guérissent pas les inégalités sociales. La récente provocation de la Droite colonialiste est la cause directe des événements sanglants (déjà 5 morts, dont une majorité de kanaks). Darmanin et ses amis des médias organisent une future guerre civile, et mettent en cause l'Azerbaïdjan, et derrière la Russie et la Chine, en reprenant les diatribes racistes qui avaient cours durant la guerre d'Algérie. Car l'intérêt de la France pour la Kanaky n'a rien à voir avec un quelconque attachement

affectif à ce territoire et à sa population mais répond aux intérêts économiques et géostratégiques de la France. 4e producteur mondial de nickel, minerai stratégique pour la production des produits numériques, la Kanaky dispose d'environ 7% des réserves mondiales.



Par ailleurs, elle représente un enjeu géostratégique important pour la stratégie de déploiement géographique et militaire

française. En effet, représentant 13% de la Zone Economique exclusive du pays, la Kanaky assure une grande partie de la présence militaire française de la zone pacifique (avec 1450 militaires stationnés sur 7500), qui est au coeur de la nouvelle stratégie "indo-pacifique" de la France, dans un contexte mondial où l'impérialisme des puissances occidentales est de plus en plus remis en question par les nouvelles puissances émergentes.

Notre première exigence est l'annulation de ce projet de cette loi qui ne doit pas être promulguée par le Président et des négociations avec TOUTES les organisations kanakes et ne pas les présenter comme des criminels au service de la Chine ou de la Russie.

Repères et analyses

Nouvelle Calédonie, une histoire française

Notre nation fut durant plusieurs siècles une grande puissance coloniale, un passé émaillé d'esclavage, de travail forcé, de racisme, que les plus obtus eux-mêmes ne peuvent plus guère nier. Mais les plus obstinés des nationalistes français nient que la Nation en soit en 2024 marquée, ses mentalités alourdies d'un racisme aujourd'hui converti en islamophobie, de Zemmour à CNews, et son actualité égrenée des drames dans les « confettis de l'Empire », de Mayotte à Nouméa.

La plupart de ces faux naïfs franchouillards ne manquent pas d'opposer un Empire français qu'ils affirment moral malgré ses erreurs, imprégné de progressisme économique et social, en l'opposant à l'expansion anglo-saxonne, basée sur la « colonisation de peuplement » de l'Amérique du Nord à l'Australie, éradiquant sans scrupules en conséquence les peuples autochtones, Amérindiens et autres

aborigènes. Mais cette opposition simpliste relève beaucoup de l'erreur historique, sinon du mensonge délibéré.[...]

[...]Nouvelle Calédonie, une complexe histoire coloniale

Cet archipel tropical du Pacifique, au large de l'Australie (sa « grande île », la plus vaste du Pacifique Sud si l'on excepté le continent australien, fait quelques 50 kilomètres de large pour plus de 400 de long. Elle fut, selon notre lecture occidentale de l'histoire, « découverte » en 1774 par le navigateur britannique James Cook. Disons plus sérieusement qu'il fut le premier Européen à rencontrer ces îles, peuplées depuis 2000 ans par des communautés rurales, dont les archéologues ont exhumé les traces (poteries dites Lapita). Les historiens s'accordent sur la présence d'une « société traditionnelle kanak 1000 ans avant l'ère chrétienne, soit plusieurs siècles avant

l'arrivée des Celtes ou Gaulois dans notre Europe occidentale, dont on a dit longtemps qu'ils furent nos ancêtres.

Cette première intrusion européenne dans l'archipel kanak, n'a guère intéressé les colonisateurs britanniques, qui visèrent plutôt l'immense Australie, pour en faire leur baignoire dès le dix-neuvième siècle.

L'archipel des kanaks est cependant entré grâce à Cook dans la grande geste coloniale pour n'en plus sortir. Nous utilisons toujours

pour le nommer le terme de Nouvelle Calédonie, qui fut inventé par Cook il y a 2 siècles et demi, parce qu'en l'abordant, ses rivages escarpés et verdoyants lui avaient rappelé ceux d'Écosse (dite en latin Caledonia) !!

Lire la suite ici :

<https://ancommunistes.fr/spip.php?article6511>

F.Arzalier(ANC)

Poètes, vos papiers

Sables

L'homme n'est rien d'autre que ce qu'il fait, mais ce qu'il ne fait pas me donne aussi la nausée !

Sous un ciel de sable.

Ces images dépassent bien l'absurde de Sisyphe, la peste !

Celle brune de sable infecté.

Que dites-vous sur la liberté d'opinion.

Sur ces pauvres chassés de squats et mis dans des centres de relais étanches.

Où, il n'y a que les vannes d'une humanité meurtrie qui sont ouvertes.

La nausée, la peste, Sartre, Camus.

Vous les meilleurs ennemis du monde, mais tout deux, « livre de

l'humanité », que diriez-vous ?

Quant à moi, je vomis de trop d'écœurement et ne sait plus rien écrire qu'une rature.

Ah les salauds !

Ah les raclures !

Ah les ordures !

Ah les fachos !

Là, et maintenant.

Au tribunal des patrons.

À la loi des bourgeois.

Indigence de votre regard qui se détournent.

Devant mes frères et sœurs de combats condamnés.

Condamnés pour défense de la dignité.

Mais inconscients que vous êtes.

Dans les sables de l'oubli.

Vous aussi ils viendront vous chercher.

Pour la herse reparti.

Celle faucheuse de vie.

De semence en devenir.

De notre classe l'avenir.

Mais, il y a celles et ceux par-delà le monde, dont la trace perdure.

Ils abreuvent la liberté.

Les porteurs d'eau,

sans qui tous les espoirs sont
asséchés,
et les drapeaux périssent .
Et les porteurs de mots,
remplis de peines mais aussi de joies,
telle la petite mort dans l'ultime émoi,
où l'on croit deviner l'éternité .

Les porteurs d'eau,
sans qui notre drapeau,
ne serait pas en haut,
des mats aux flambeaux.

Les porteurs d'eau,

reliés par un regard vif échangé dans
la foule.

Les poètes,
sans qui notre drapeau,
ne serait pas en haut,
des mats aux flambeaux.
Porteurs d'eau dont je suis, et qui,
malgré le temps qui fuit,
savent que c'est l'avenir qu'ils
tracent.

Même sur les sables des rivières
tumultueuses.

Lucien Frau

Les Estivales

Samedi 31 août et dimanche 1^{er} septembre.

À Saint Pierre la Bourlhonne 63480

(Entre St Etienne et Clermont-Ferrand)

Le lieu : Dans un village de 150 habitants, verdoyant et frais (!), une maison rénovée (24 places) jouxtant une ancienne colonie de vacances (36 places en dortoir) soit au total 70 places en tout. Possibilité de camper à côté ou de réserver un hébergement à proximité.



Programme complet à paraître dans le Manifeste N° 25 de juillet août

Informations et Bulletin d'inscription

Voir le site. <https://ancommunistes.fr/spip.php?article6621>

ISSN 2999-2095 - éditeur ANC – dépôt légal à parution – Imprimerie Spéciale ANC - Directeur de publication : Charles Hoareau -
Rédacteur en chef : Jean Pénichon